

ONUDC : la planète des drogues au rapport

Michel Gandilhon / OFDT

Chaque année, au mois de juin, l'Organisation des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), publie un rapport, le World Drug Report, qui dresse un état des lieux de la production et la consommation des substances illicites dans le monde. En 2018, comme en 2017, le bilan est sans appel : au vu des données publiées, jamais depuis la Seconde Guerre mondiale, le marché des drogues ne s'est aussi bien porté et aucune partie du monde n'échappe à l'essor des trafics.

Des niveaux sans précédent de production de cocaïne

Le phénomène le plus spectaculaire concerne la cocaïne qui voit son niveau de production estimé atteindre des records. Selon les estimations de l'ONUDC, la production dans les trois grands pays andins d'Amérique du Sud (Colombie, Pérou, Bolivie)¹ en 2017 serait de près de 2 000 tonnes contre environ 1 000 tonnes dans les années 2000. C'est presque exclusivement à la Colombie que cette augmentation est imputable, la production en Bolivie et au Pérou n'augmentant que légèrement. Depuis l'année 2013, qui avait marqué un point bas à la fois en matière de superficies de coca et de production de cocaïne pure, celle-ci a en effet quasiment quintuplé pour atteindre 1 379 tonnes (voir graphique), tandis que la production totale, sur la même période, faisait plus que doubler².

La Colombie, qui représente aujourd'hui 70 % de la production mondiale de cocaïne, constitue le maillon faible de la lutte contre les trafics. Trois ans après les accords de paix signés en 2016 entre le gouvernement et les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie), cette situation est la manifestation des grandes difficultés auxquelles est confronté l'État colombien, pour mettre en place sa politique de déve-

loppement alternatif³ et une réforme agraire susceptible d'offrir des perspectives aux millions de paysans pauvres. Ces difficultés tiennent à la faiblesse historique d'un État qui peine à contrôler des zones importantes de son territoire et à la résistance d'une oligarchie terrienne, héritière des *latifundios* de la colonisation espagnole, hostile à un programme de redistribution des terres, d'autant plus ardu à mener que le cadastre est défaillant. À ces facteurs structurels s'ajoutent des éléments plus conjoncturels comme l'élection du président Ivan Duque, héritier revendiqué d'Alvaro Uribe, en 2018, pro-américain et soutenu par l'administration Trump, plutôt hostile au processus de paix, et qui incrimine l'arrêt des épandages aériens de pesticides sur les champs de coca. Plus récemment, est intervenue la défection de Ivan Marquez, le négociateur du processus de paix pour les Farc et membre du secrétariat, la plus haute instance de l'organisation, qui vient d'appeler à reprendre les armes. Tous ces éléments réunis augurent mal de l'avenir. La production de coca et de cocaïne profite en effet pour s'épanouir du chaos politique et social, tout en contribuant à son aggravation du fait notamment de l'argent engendré par le trafic, lequel nourrit de multiples protagonistes, acteurs d'une guerre civile qui dure depuis une quarantaine d'années. Cette production énorme de cocaïne se déverse sur les grands marchés de consommation que sont l'Amérique

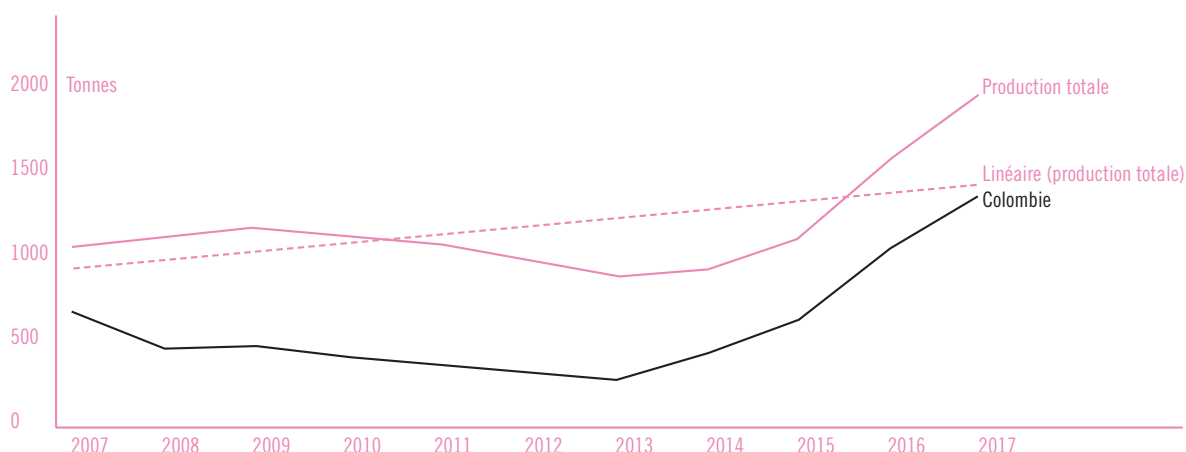
¹ Traditionnellement confinée en Amérique du Sud, la culture de la coca et la production de cocaïne semble s'étendre à l'Amérique centrale. Ainsi, dernièrement, des champs de coca et des laboratoires ont été découverts au Guatemala, lequel ne constituait jusqu'à présent qu'une zone de transit, contrôlée par les cartels mexicains, de la cocaïne destinée à l'Amérique du Nord (AFP, « Le Guatemala, nouveau producteur de cocaïne, s'inquiète le gouvernement », 19 septembre, 2019).

² UNODC, World Drug report, Executive Summary, 2019.

³ Alimi D, Drogues et développement : vers de nouvelles perspectives ? Drogues, enjeux internationaux n° 11, OFDT, 2018.



Production estimée de cocaïne en Colombie et en Amérique latine (ONUDC)



du nord, l'Europe et l'Océanie, lesquels concentrent la majeure partie des 18 millions de consommateurs actuels que compterait le monde. Aux États-Unis, l'usage de cocaïne, qui tendait, depuis 2006 à stagner, repart à la hausse avec, selon la Drug Enforcement Administration (DEA), près d'1 million de nouveaux consommateurs en 2015⁴. En Europe, selon le dernier rapport de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT/EMCDDA), l'Union européenne a été le théâtre de saisies sans précédent, avec plus de 141 tonnes, notamment dans les grands ports de l'Europe du Nord que sont Anvers et Rotterdam⁵, tandis que les usages, qui s'étaient stabilisés dans certains pays comme le Royaume-Uni, repartent à la hausse. En France, entre 2005 et 2017, le nombre d'usagers dans l'année chez les 12-75 ans est ainsi passé de 250 000 à 600 000⁶. En outre, le trafic de cocaïne continue de se mondialiser et touche de plus en plus les pays asiatiques, notamment la Chine, où l'usage augmenterait fortement. En 2017, 143 pays rapportaient des saisies de cocaïne à l'ONUDC contre 99 en 1987⁷.

L'opium et l'héroïne à la hausse

L'autre grande zone du monde où conflits militaires riment avec production de drogues est le Croissant d'or avec l'Afghanistan pour épicentre. Là aussi, la faiblesse de l'État, la vitalité des guérillas, et notamment celle des Talibans, la déstructuration de la société paysanne engendrée par quarante ans de guerre, soutiennent les productions d'opium et d'héroïne. En 2017, un record en matière de produc-

tion d'opium a été atteint avec 9 000 tonnes et si en 2018, celle-ci a chuté, elle reste avec 6 400 tonnes au troisième niveau le plus élevé observé depuis dix ans (ONUDC, 2019). Par ailleurs, la production se développe dans d'autres régions du monde et notamment en Amérique latine, au Guatemala et surtout au Mexique, lequel est devenu le pourvoyeur quasi-exclusif de l'héroïne consommée aux États-Unis. En 2017, ce pays, où la production d'opium, tirée par la forte demande nord-américaine a quadruplé en une dizaine d'années, a dépassé la Birmanie, pays traditionnellement clé, avec la Thaïlande et le Laos, dans la zone dite du Triangle d'or.

Une fois déduites les consommations traditionnelles (thérapeutiques, rituelles, etc.) de cette substance, ces quantités très importantes d'opium sont transformées en héroïne. Compte tenu des niveaux record de production d'opium, au moins depuis ceux observés en Chine au début du XX^e siècle, il est loisible de penser que les stocks d'héroïne sont au plus haut. L'Europe occidentale qui, malgré les développements des programmes de substitution aux opiacés à partir des années 1990, constitue encore probablement le deuxième marché de l'héroïne au monde derrière les États-Unis, va dans les années qui viennent être particulièrement ciblée par les trafiquants. Il faut donc s'attendre à voir la disponibilité de l'héroïne, de même que sa « qualité », augmenter, même si cela ne signifie pas mécaniquement une reprise significative des usages. Cela dit, un certain nombre d'indicateurs, dont la très forte hausse en 2017 des saisies en Turquie (17,4 tonnes) étape de la route des Balkans, ou la découverte de laboratoires de fabrication d'héroïne à partir de morphine-base, aux Pays-Bas, en Tchéquie, en Espagne

⁴ US Department of Justice, Drug Enforcement Administration, 2017 National Drug Threat Assessment, October 2017.

⁵ European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction, European Drug Report: Trends and Development, Lisbonne, 2019.

⁶ Drogues, Chiffres clés, OFDT, 2009, 2019.

⁷ Weinberger D., « Trafic de drogue : enjeux et évolutions d'un phénomène globalisé » in Géopolitique mondiale de la criminalité, mafias, narcotraffiquants, hackers, Diplomatie, août-septembre 2019.

et en Bulgarie en 2017, confirment l'existence de cette menace. En France on a observé, en 2018, le deuxième niveau de saisies le plus haut de son histoire⁸.

Une crise des opioïdes qui s'étend à l'Afrique

Avec plus de 300 000 décès entre 2000 et 2017 et 500 000 qui pourraient survenir dans les dix années qui viennent, l'épidémie d'usage d'opioïdes aux États-Unis, mais aussi au Canada – une des crises sanitaires contemporaines les plus graves jamais observées dans des sociétés développées⁹ – est au cœur des préoccupations de l'ONUDC. En 2017, 47 000 personnes aux États-Unis et 4 000 au Canada sont mortes d'une surdose liée aux opioïdes. Si celles liées aux opioïdes légaux comme l'Oxycontin® ou à l'héroïne marquent le pas, celles dues au fentanyl ne cessent d'augmenter, du fait de l'investissement de groupes criminels transnationaux dans sa production. Plus grave, le trafic de cette substance est en train de s'étendre au-delà des États-Unis et du Canada. Ainsi, alors qu'en 2013, quatre pays signalaient des saisies de fentanyl, en 2017 ils étaient au nombre de 16. Pour l'ONUDC, cette « crise » constitue un problème de santé publique majeur, puisque l'usage d'opioïdes est responsable de deux tiers des morts (110 000) liés aux usages de drogues dans le monde (160 000). Cette « crise » sanitaire ne concerne en effet pas seulement l'Amérique du Nord. L'autre grande crise des opioïdes dans le monde, bien moins médiatisée, s'est développée en Afrique du Nord et de l'Ouest, et dans une moindre mesure au Moyen-Orient, avec le développement des consommations détournées de tramadol, un médicament antidouleur contrefait par des organisations criminelles. En Afrique, entre 2016 et 2017, le nombre d'utilisateurs dans l'année d'opioïdes aurait triplé, passant de plus de 2 à 6 millions de personnes. Au Nigéria, par exemple, une enquête en population générale réalisée en 2017 a montré que 4,7 % de la population âgée de 15 à 64 ans avaient fait un usage non médical d'opioïdes, le tramadol étant de loin la substance la plus détournée¹⁰.

Toujours en 2017, les saisies mondiales de tramadol s'élevaient à 125 tonnes contre 9 tonnes en 2013.

La légalisation du cannabis à l'épreuve du marché

L'ONUDC, organisation internationale chargée de coordonner dans le cadre des conventions internationales l'action contre la production et le trafic illicite des drogues, n'est pas favorable aux politiques de légalisation du canna-

bis à des fins « non médicales » engagées par l'Uruguay, le Canada et une dizaine d'États américains. Même s'il reconnaît qu'il est encore trop tôt pour juger de leur impact, l'organisme onusien s'inquiète notamment d'une forte augmentation des consommations de cannabis aux États-Unis, et de leur intensité, que l'organisation impute en partie au nombre croissant d'États qui légalisent le cannabis médical et non médical. Ainsi, entre 2007 et 2017, le nombre d'utilisateurs dans l'année de cannabis aurait augmenté de 60 %, tandis que celui des consommateurs quotidiens aurait doublé. Au Colorado, par exemple, les utilisateurs quotidiens ou quasi quotidiens (26-31 jours), soit 222 000 personnes environ¹¹, représenteraient plus de 22 % du total des utilisateurs dans l'année et consommeraient, à raison d'une moyenne de 1,6 g par jour en moyenne, 71 % des quantités de marijuana consommée en une année. Le rapport souligne en outre le danger pour la santé publique que représente la présence croissante sur le marché légal des produits dits *concentrate* (huile, wax, *shatter*) dont le taux moyen en THC atteignait en moyenne au Colorado près de 70 %, tandis que la proportion de ceux atteignant 75 % était multipliée par cinq depuis 2012. Cette situation est jugée d'autant plus préoccupante par l'ONUDC que la chute des prix de détail entre 2014 et 2017 (de 41,43 dollars le gramme à 21,57 dollars, soit près de 50 %) les rend plus accessibles.

L'immobilisme des Nations unies

Cette recension du rapport de l'ONUDC s'est concentrée sur les tendances les plus importantes en matière de trafic et d'usages à l'échelle mondiale. L'essor sans précédent de la production, de l'usage des stimulants amphétaminiques en Amérique latine, en Asie et aux États-Unis, ou la prolifération des drogues de toutes sortes sur le *darkweb* auraient pu également être évoqués.

Au final, ces constats soulignent la multiplicité des difficultés. Au-delà, ils semblent en décalage avec l'objectif d'« une société exempte de tout abus de drogues » réaffirmé par la communauté internationale à Vienne en mars dernier dans le cadre du segment ministériel de la CND (*Commission on Narcotic Drugs*)¹² dans la lignée des vœux de l'UNGASS 1998 et 2009.

⁸ OCRIS, Lutte contre les trafics de stupéfiants en France, bilan 2018 relatif à l'héroïne, DEASRI, 2018.

⁹ Haffajee RL et Mello M, Drug Companies' Liability for the Opioid Epidemic, *New England Journal of Medicine*, 2017.

¹⁰ UNODC, Drug Use in Nigeria, Vienne, 2018.

¹¹ À titre de comparaison, pour la France, cela représenterait près de 2 500 000 utilisateurs quotidiens contre 900 000 actuellement (Drogues, chiffres clés, 2019).

¹² Voir Swaps n° 91, Le consensus de Vienne, 62^e session de la Commission des stupéfiants, 2019.